

# Permanences et évolutions de l'idéologie frontiste

Gilles Ivaldi

▶ **To cite this version:**

Gilles Ivaldi. Permanences et évolutions de l'idéologie frontiste. Pascal Delwit. Le Front national. Mutations de l'extrême droite française, Editions de l'Université de Bruxelles, pp.95-112, 2012, 978-2-8004-1519-2. halshs-01389073

**HAL Id: halshs-01389073**
**https://shs.hal.science/halshs-01389073**

Submitted on 28 Feb 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Permanences et évolutions de l'idéologie frontiste

Gilles Ivaldi
URMIS-Université de Nice-Sophia Antipolis
gilles.ivaldi@unice.fr

Ce document est la version auteur non validée (*pre-print*) du chapitre : « Permanences et évolutions de l'idéologie frontiste » *in* Pascal Delwit (ss la dir. De). *Le Front national. Mutations de l'extrême droite française*, Editions de l'Université de Bruxelles, pp.95-112, 2012, 978-2-8004-1519-2. http://www.editions-universite-bruxelles.be/fiche/view/2690

L'ouvrage complet peut être téléchargé gratuitement en ligne à l'adresse suivante : http://digistore.bib.ulb.ac.be/2016/i9782800415192_f.pdf

## Introduction

L'accession de Marine Le Pen à la tête du Front national en janvier 2011 a marqué une étape symbolique importante dans l'histoire d'un mouvement vieux de près de quarante ans. La victoire sans appel face à Bruno Gollnisch a attesté de l'influence de la fille du président du FN au sein de l'appareil. Les multiples départs au sein du leadership national consécutifs à sa nomination controversée au poste de vice-présidente en 2003 ont en outre témoigné de l'emprise croissante des « marinistes » à l'intérieur du parti [1].

Le retour en force du Front national sur le devant de la scène politique hexagonale après la débâcle de 2007 ouvre, entre autres nombreuses questions, sur un ensemble d'interrogations quant à la nature des transformations opérées au sein du dispositif doctrinal du FN. La réponse à la question « le Front national a-t-il changé ? » demeure naturellement contingente d'une multitude de facteurs –idéologie, communication, soutien électoral, sociologie militante, circulation des élites partisanes ou positionnement stratégique au sein du système partisan. On se contentera ici de tenter de proposer une grille de lecture des évolutions survenues dans la construction par le Front national de son message politique, c'est-à-dire à la fois les aspects relatifs à la communication partisane et la formulation d'une offre idéologique singulière.

La présidence de Marine Le Pen est manifestement caractérisée, nous le verrons, par la visée d'assoir une image de modernité, une nouvelle geste partisane débarrassée des oripeaux de la vieille extrême-droite groupusculaire. Cette ambition de présenter un nouveau visage public du FN accompagne par ailleurs la recherche de crédibilité gouvernementale dont le parti a fait son credo depuis l'échec de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002.

---

[1] La promotion « familiale » est révélée ouvertement par la nomination de Marine Le Pen au Bureau exécutif du FN à l'occasion du XII$^{ème}$ congrès du mouvement à Nice en avril 2003, en dépit d'un score personnel médiocre lors de l'élection au comité central. Très vite, le « népotisme » dénoncé du clan Le Pen conduit à l'émergence d'une nouvelle ligne de clivage opposant la fille du Président et ses amis, réunis autour de « Générations Le Pen », aux supporters de Bruno Gollnisch. Ce nouvel affrontement de clans conduira progressivement au départ de plusieurs cadres majeurs du parti, à l'image de Carl Lang, Jean-Claude Martinez, Martine Lehideux, Martial Bild, Bernard Antony ou Jacques Bompard.

Ce recentrage difficilement contestable de la communication politique du FN tranche malgré tout avec la permanence idéologique des grands référentiels « quasi-génétiques » du mouvement, que sont en particulier le nativisme différencialiste, l'autoritarisme social ou le populisme. Pour emprunter ici à l'analyse de Taguieff [2], le Front national continue d'articuler un populisme protestataire et un populisme identitaire, qui représentent encore deux lignes de démarcation difficilement franchissables par d'autres acteurs du système. Le changement de style intervient également conjointement avec un mouvement, centrifuge celui-ci, sur la question du repli sur l'entre-soi national, de la sortie de plusieurs traités européens et du rétablissement de souveraineté.

Si certaines inflexions sont à rechercher, elles se situent d'abord dans la tentative stratégique de proposer un habillage républicain à certains des thèmes xénophobes classiques du parti, ainsi que dans la très relative prise de distance avec certaines des valeurs traditionnelles dont le FN s'était fait le chantre. Le domaine dans lequel l'apport de Marine Le Pen au corpus doctrinal du FN apparaît aujourd'hui plus substantiel demeure celui de la formulation d'un populisme économique et social, d'inspiration antilibérale et anticapitaliste, assorti d'un étatisme redistributif et protectionniste qui tire sensiblement vers la gauche le curseur idéologique du mouvement. On pourra à ce titre s'interroger pour conclure sur la caractérisation du FN et son positionnement à l'intérieur des typologies partisanes classiques de la droite radicale populiste européenne.

**Dédiaboliser, crédibiliser le Front national**

Depuis près d'une dizaine d'années, l'influence de Marine Le Pen au sein de l'appareil frontiste s'est traduite par une tentative de remodeler l'image publique du parti, avec deux objectifs principaux : sortir, tout d'abord, le Front national du ghetto de l'extrême-droite ; étayer, ensuite, la crédibilité d'un mouvement né aux marges du système politique, pétri de culture protestataire et sans expérience aucune de la gestion des affaires gouvernementales.

[2] P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste ; essai sur les démagogies de l'âge démocratique*, Paris, Flammarion, 2007

Sur le premier de ces deux objectifs, la résolution de la nouvelle présidente du FN à s'éloigner du registre de la provocation et de l'outrance est difficilement contestable, et renvoie sans doute à des facteurs générationnels et culturels. La prudence est particulièrement visible s'agissant des questions relatives à la seconde guerre mondiale ou à l'Holocauste, qui ont souvent été au cœur des polémiques suscitées par Jean-Marie Le Pen par le passé. A plusieurs reprises en 2008 et 2009, la fille s'est démarquée du père sur ces thèmes. En février 2011, elle réaffirme : « Tout le monde sait ce qui s'est passé dans les camps et dans quelles conditions. Ce qui s'y est passé est le summum de la barbarie. Et, croyez-moi, cette barbarie, je l'ai bien en mémoire » (*Le Figaro*, 3 février 2011).

A l'occasion de la campagne de 2010 pour l'élection à la présidence du mouvement, Marine Le Pen se distinguera de son concurrent, Bruno Gollnisch. Là où ce dernier entend fédérer toute l'extrême-droite française sans exclusive, anciens dissidents compris, Marine Le Pen prône une rupture avec les groupuscules les plus radicaux et ceux qu'elle nomme ouvertement « les quelques bras cassés » de la « vieille extrême-droite » et les « obsédés de la Shoah » (*France 2*, 9 décembre 2010). En mars 2011, la présidente nouvellement élue obtiendra l'exclusion d'un candidat FN aux cantonales après qu'une photo de ce dernier faisant le salut nazi ait été rendue publique. Marine Le Pen affirmera alors : « il faut que chacun sache que le Front national n'admettra pas en son sein ce type de comportement inadmissible porteur d'une idéologie répugnante » (*Le Point*, 23 mars 2011).

Pour l'heure, cette volonté de dédiabolisation du FN trouve certaines limites dans la persistance d'une culture d'extrême-droite au sein du FN. L'existence de contraintes intra-partisanes est perceptible sur la question du négationnisme qui n'a, à ce jour, pas fait l'objet d'une condamnation explicite de la part des nouvelles instances dirigeantes du mouvement. « Ceux qui font preuve d'ambiguïté sur la Shoah m'agacent de la même manière », s'est simplement contentée d'affirmer à ce propos Marine Le Pen (*Le Point*, 3 février 2011). Ironiquement, la résistance en interne s'est exprimée à plusieurs reprises au travers des bravades de Jean-Marie Le Pen [3], à propos desquelles la nouvelle présidente a difficilement

[3] En janvier 2011, Jean-Marie Le Pen déclare par exemple à propos d'un incident avec un journaliste de France 24 : « Il a dit que c'était parce qu'il était juif qu'il avait été expulsé. Ca ne se voyait ni sur sa carte de presse, ni sur son nez, si j'ose dire » (*Le Point*, 16 janvier 2011). Plus récemment, s'agissant de la tuerie d'Utoeya en Norvège, l'ancien président du FN dénonce la « naïveté » du gouvernement norvégien face aux « dangers de l'immigration », « plus grave » à ses yeux que les attaques commises par Anders Behring Breivik.

masqué son embarras.

S'efforcer, donc, de se défaire de l'étiquette extrême-droitière, mais tenter également de se forger une véritable crédibilité gouvernementale. Dès après le succès en trompe-l'œil du 21 avril 2002, les dirigeants du Front national ont pris conscience de l'important déficit de crédibilité dont souffrait leur parti. Pour une large part, la transformation sera initiée lors de la campagne présidentielle de 2007 de Jean-Marie Le Pen, placée déjà sous la houlette stratégique de sa fille [4]. Le manifeste lepéniste y témoigne d'efforts notables pour tenter de combler l'absence d'un véritable programme économique et social. Le parti met volontiers en avant une approche plus technique des dossiers, l'appel à des experts anonymes ou la nécessité de chiffrer chacune de ses propositions.

Si elle se trouve désormais au cœur de la communication politique frontiste, la revendication de compétences économiques et sociales n'est cependant pas née cependant avec l'avènement de Marine Le Pen. Tout au long de son histoire, le positionnement stratégique du FN a résulté des tensions existant en son sein entre divers groupes d'élites partisanes aux cultures et parcours hétérogènes. L'arrivée au Front national au milieu des années 1980 de Bruno Mégret et d'un certain nombre de transfuges du Club de l'Horloge avait déjà pour objet de permettre à la formation frontiste de sortir de la radicalité protestataire pour endosser le costume de parti de gouvernement. Le développement à partir de 1988 de la Délégation Nationale, lieu de formulation de l'idéologie et de la propagande lepénistes, devra beaucoup à l'apport de Bruno Mégret et des anciens « horlogers ».

En 2002, trois ans après la scission mégrétiste, le Front national s'était recroquevillé sur son identité contestataire. La conclusion de cinq longues années de cohabitation gauche-droite avait nourri son discours anti-système et l'irruption de la question sécuritaire sur le devant de la scène électorale avait éclipsé les enjeux économiques. Aujourd'hui, à bien des égards, Marine Le Pen inscrit ses pas dans ceux de l'ancien « félon » et ce n'est sans doute pas un hasard si l'on trouve à ses côtés plusieurs anciens cadres mégrétistes – tels Steeve Briois,

[4] Le développement d'une « culture de gouvernement » et la transformation du Front national en « mouvement de l'alternative » sont au cœur des débats lors de l'université d'été du FN en septembre 2006. Pour pallier au déficit programmatique de 2002, la candidature de Jean-Marie Le Pen s'appuie à partir d'octobre 2006 sur une vingtaine de Commissions d'Action Présidentielle (CAP Le Pen 2007) destinées à enrichir thématiquement le projet. Coordonnées par Thibaut de La Tocnaye, délégué aux Etudes et Argumentaires, les CAP ont pour objectif de formuler un ensemble de propositions concrètes.

Olivier Bilde ou Nicolas Bay– revenus dans le giron du FN pour épauler sa nouvelle présidente dans ses efforts de « normalisation » du parti.

A l'instar du mégrétisme, cependant, l'effort d'image et de marketing politiques ne doit pas occulter la pérennité du corpus doctrinal du Front national. La volonté de désenclaver politiquement le mouvement lepéniste n'a pas débouché sur un aggiornamento ou l'abandon des axes programmatiques fondateurs du FN. Nonobstant certaines modulations ou inflexions, les principes idéologiques du parti d'extrême-droite reposent encore pour l'essentiel sur les grands piliers constitutifs du « national-populisme autoritaire » ou « populisme identitaire » identifié par Taguieff ou, dans le contexte de la littérature comparative, de cette « droite radicale populiste » dont les contours ont été définis par Mudde [5]. Ce dernier propose en particulier d'appréhender le phénomène de la nouvelle droite populiste pan-européenne à partir de trois dimensions idéologiques fondamentales (*core features*) que sont le nativisme différencialiste, l'autoritarisme et le populisme.

**Un nativisme différencialiste**

Les nombreux travaux relatifs à la nouvelle droite ont mis en évidence l'importance du « nativisme différencialiste » dans la constitution progressive d'une plateforme idéologique distinctive de mouvements tel que le Front national en France. Les questions relatives à l'immigration occupent une place essentielle dans le dispositif doctrinal du FN depuis la fin des années 1970 et structurent encore aujourd'hui en profondeur les représentations lepénistes. Cette centralité a conduit certains auteurs à voir dans le FN français une instance typique du « parti anti-immigration » tel qu'il a émergé en Europe occidentale au détour des années 1980 [6].

Insistant notamment sur l'importance d'une conception ethno-pluraliste des rapports sociaux, Betz rappelle que le nativisme différencialiste de la nouvelle droite repose surtout sur l'idée d'une communauté culturellement homogène dont il s'agit de préserver l'intégrité contre

---

[5] C. Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

[6] M. Fennema, "Some conceptual issues and problems in the comparison of anti-immigrant parties in Western Europe" *Party Politics*, Vol.3, pp.473-492.

toutes les menaces extérieures, au premier rang desquelles l'immigration [7]. Mudde souligne pour sa part que le nativisme combine nationalisme et xénophobie au sein d'une même vision du monde.

Le préambule du programme présidentiel de Jean-Marie Le Pen en 2007 dénonçait « la politique suicidaire d'une immigration sans frein (…) le déclin démographique de notre Peuple et la perte d'identité et de leurs racines pour bon nombre de nos compatriotes ». A son arrivée à la tête du FN, Marine Le Pen ne dévie en rien de la ligne traditionnelle de son parti : « à l'heure où tous les pays européens prennent conscience de l'urgence d'un sursaut, avance-t-elle, [les] chiffres montrent que non seulement l'immigration en France n'a pas été freinée mais qu'elle est volontairement accélérée dans un processus fou dont on se demande s'il n'a pas pour objectif le remplacement pur et simple de la population française ».

Le plan d'action présenté en février 2011 par la nouvelle présidente du FN reprend pratiquement à l'identique les orientations du manifeste lepéniste de 2007 et suggère un « moratoire immédiat » visant à « stopper toute immigration en cours ». Outre « l'arrêt du regroupement familial », Marine Le Pen propose également le « retour obligatoire » des étudiants et chômeurs étrangers, ainsi qu'une « réforme du droit d'asile ». Au principe de « réalité » est concédé toutefois l'abandon d'un « zéro immigration » jugé irréaliste compte tenu des besoins d'apports marginaux de main d'œuvre étrangère en France [8].

La défense par le FN de la *Gemeinschaft* ethno-culturelle contre les dangers de la différenciation sociale s'illustre également au travers des propositions du parti en matière de nationalité. « Aujourd'hui, explique Marine Le Pen, on distribue notre nationalité comme des petits pains, plus que partout ailleurs en Europe. Il faut que cela cesse, c'est parfaitement irresponsable, cela crée un déchirement progressif du tissu national, républicain et social dangereux pour la cohésion de notre pays ». Arguant du principe « la nationalité française s'hérite ou se mérite », le mouvement lepéniste entend notamment revenir sur « l'automaticité

---

[7] H.-G. Betz, « Contre la mondialisation : xénophobie, politiques identitaires et populisme d'exclusion en Europe occidentale », *Politique et Sociétés*, vol. 21, n°2, 2002, pp.9-28.

[8] A travers notamment la reconnaissance « d'un statut d'immigration légale pour les travailleurs indispensables munis d'un contrat de travail exclusivement à durée déterminée, ne donnant pas automatiquement droit au regroupement familial », ou « d'un statut d'immigration légale pour les scientifiques et travailleurs hautement qualifiés dans des conditions encadrées ».

de l'accès à la nationalité par la suppression du droit du sol » et mettre en œuvre un ensemble de « mesures de déchéance de nationalité pour les naturalisés coupables de crimes ou délits ».

Renouant une nouvelle fois avec la vieille mythologie de « l'ennemi de l'intérieur » assortie de l'accusation implicite de « déloyauté » à l'encontre des Français issus de l'immigration, ce durcissement des conditions de naturalisation s'accompagne d'une volonté de remise en cause de la double nationalité et l'affirmation d'une politique assimilationniste. En juin 2011, dans une lettre publique adressée aux députés, la présidente du FN rappelle qu'à ses yeux « la multiplicité des appartenances à d'autres nations contribue aujourd'hui, et d'une manière de plus en plus préoccupante, à affaiblir chez nos compatriotes l'acceptation d'une communauté de destin (…) sans aucune assurance sur l'engagement personnel, voire affectif, que cette acceptation dans la communauté nationale suppose ». Au même moment, la présidente du FN se prononce en faveur d'une francisation des prénoms des enfants d'origine étrangère nés en France comme condition pouvant favoriser leur assimilation (*Le Point*, 30 juin 2011) et propose d'instaurer des « cours de français obligatoires pour les parents, notamment d'origine étrangère, maîtrisant mal le français » (Discours, 16 juin 2011).

A l'instar de nombreuses autres formations de droite populiste en Europe, le Front national place l'islam au centre de son univers ethno-pluraliste. L'islam fournit une incarnation essentialisée de cet « autre » allogène inassimilable ou, pire, refusant l'intégration. Le parti lepéniste s'était rapidement saisi des inquiétudes nées des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Dès la campagne présidentielle de 2002, il s'opposait à « l'islamisation de la France » et dénonçait pêle-mêle « la montée de l'islam, fédérateur de la majeure partie de la population immigrée, l'extension de la consommation des drogues et des pandémies (hépatites, tuberculose, Sida), l'augmentation ininterrompue de l'insécurité, [qui] sont autant de phénomènes qui participent à la décomposition, chaque année plus évidente, de la société française ». En 2007, toutefois, le parti s'était fait plus discret sur ce thème ; dans son discours de Valmy en septembre 2006, Jean-Marie Le Pen tentait de se réapproprier traditions et symboles républicains. Son programme présidentiel se limitait au « refus du communautarisme » et la « réaffirmation du principe de laïcité ».

Ce repositionnement tactique du FN sur l'islam préfigurait la ligne de la future présidente du mouvement, dont les contours avaient été esquissés en 2006 dans son livre *A contre flots*. En

2010, à la faveur notamment du débat sur le port de la Burqa, Marine Le Pen replace cette question au centre de son agenda politique pour se poser en défenseure du principe républicain de laïcité contre le « communautarisme » supposé de Nicolas Sarkozy : « Quand on aura réglé le problème de la burqa, explique-t-elle, on aura toujours le problème de la polygamie, on aura toujours le problème de la prière dans les rues des grandes villes, on aura toujours le problème du bannissement du porc dans les cantines, c'est-à-dire toutes ces revendications communautaristes quotidiennes auxquelles les Français sont confrontés » (*Le Figaro*, 30 avril 2010).

L'esquisse de captation de l'héritage républicain par le FN correspond avant tout à une tentative stratégique de porter le débat sur l'islam hors du champ strictement ethno-culturel. Depuis plusieurs années, la récupération de la laïcité par la droite radicale hexagonale témoigne par ailleurs d'un effort constant pour masquer habilement le propos différencialiste culturaliste derrière des références républicaines et l'emploi d'un discours en apparence libéral [9]. Le Front national n'est pas la seule formation populiste, loin s'en faut, à utiliser une telle manœuvre de rétorsion de l'attribution de radicalité et d'intolérance à l'encontre des musulmans désignés comme les « vrais extrémistes ». De nombreux partis tels le PVV de Geert Wilders aux Pays-Bas, le FPÖ autrichien ou l'UDC en Suisse véhiculent eux aussi une représentation d'un islam archaïque, fondamentalement hostile à la modernité, aux valeurs libérales et droits individuels constitutifs des démocraties européennes. Cette stratégie est très clairement visible dans certaines déclarations de Marine Le Pen. Ainsi lorsque celle-ci dit s'inquiéter des « lois religieuses qui se substituent aux lois de la République » . « J'entends, explique la présidente du FN, de plus en plus de témoignages sur le fait que dans certains quartiers, il ne fait pas bon être femme, ni homosexuel, ni juif, ni même français ou blanc » (Discours, Lyon, 10 décembre 2010).

Cette inflexion du discours sur la laïcité ou la république marque sans doute une variation dans le positionnement politique du FN. Pour autant, elle ne peut totalement occulter la persistance du registre culturel plus traditionnel du corpus idéologique d'extrême-droite, à travers notamment l'attachement aux « racines chrétiennes » de la France. Marine Le Pen s'inscrit encore dans la ligne classique de son parti lorsqu'elle déclare : « Ça ne me choque

[9] Cette problématique est au cœur, notamment, du discours du Bloc Identitaire de Fabrice Robert, ainsi que d'un ensemble de clubs politiques (Riposte laïque, Résistance républicaine, Fondation Polémia ou l'Observatoire de l'islamisation par exemple).

pas d'ailleurs que les musulmans soient musulmans mais je veux que la France conserve son identité et sa culture chrétienne, parce que ça fait partie encore une fois du fond de son âme » (BFM-RMC, 14 février 2008). Dans un entretien accordé au quotidien d'extrême-droite *Présent*, la présidente du FN dénonce « l'islamisation de la France » et revient longuement sur les fondements chrétiens de son engagement politique : « Il ne faut pas confondre, précise-t-elle, le principe de laïcité et la façon dont il a été dévoyé (…) La liberté, l'égalité et la fraternité sont des valeurs chrétiennes qui ont été dévoyées par la Révolution française (...) Je crois même que défendre ces valeurs-là, c'est nous donner la possibilité de rechristianiser en quelque sorte notre pays » (*Présent*, 21 décembre 2010).

En janvier 2010, elle dénonce les prières musulmanes dans la rue : « Je suis désolée, mais pour ceux qui aiment beaucoup parler de la seconde guerre mondiale, s'il s'agit de parler d'occupation, on pourrait en parler pour le coup. C'est une occupation de pans de territoire. Certes, il n'y a pas de blindés, il n'y a pas de soldats, mais elle pèse sur les habitants » (*Le Monde*, 11 décembre 2010). A l'occasion, enfin, des élections cantonales de mars 2011, le FN fait circuler un tract où sont stigmatisés les « milices communautaires » ,« un islam politique et revendicatif qui défie nos lois » et « toutes les féodalités qui visent à substituer les lois communautaristes aux lois de la République ».

Dernier élément, la « politique de salut public » prônée par le FN contre les risques d'un « tsunami migratoire » maintient l'objectif de « tolérance zéro » face à « l'immigration irrégulière en France ». La chef de file frontiste explique à ce propos : « Nous n'y arriverons que d'une seule façon réaliste : en coupant immédiatement toutes les pompes aspirantes de l'immigration, à commencer par l'Aide Médicale d'Etat, et en démantelant toutes les filières, notamment en outre-mer (…) Enfin, nous annoncerons publiquement que nous ne procéderons à aucune régularisation, ni massive, ni au soi-disant 'cas par cas' ».

L'évocation, ici, de la question des « pompes aspirantes » de l'aide sociale par la chef de file frontiste renvoie à une seconde composante structurelle du nativisme différencialiste que Kitschelt, notamment, a défini comme un « chauvinisme de l'Etat-Providence » (*Welfare Chauvinism*) [10]. En France, le FN a fait de la « préférence nationale » un principe intangible

[10] H. Kitschelt, *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1995.

de son message politique, visant à réserver les bénéfices de l'Etat-Providence aux seuls Français. Déclinée sous diverses formes –« les Français d'abord », « la France aux Français »– la formule demeure au cœur du dispositif idéologique du parti. C'est sans doute l'un des succès du FN que d'être progressivement parvenu à accréditer cette idée d'une alternative « nationale » aux politiques sociales de gauche comme de droite, offrant tout à la fois un mode d'identification collective (le *nous* ethno-national) et un nouveau pacte de solidarité fondé sur un partage exclusif des richesses collectives (préférence nationale).

En 2007, la plateforme présidentielle de Jean-Marie Le Pen résumait l'essentiel des mesures à envisager « en réservant les aides sociales diverses et les allocations familiales aux seuls Français et en réinstaurant, dans le cadre de nouvelles dispositions législatives, la préférence nationale pour les prestations sociales ». Depuis, le FN a redoublé d'efforts dans ses campagnes contre les « abus » supposés du système par les étrangers et « l'application de la préférence nationale dans les domaines de l'emploi, du logement et des aides sociales ». Il a également intensifié ses critiques à l'encontre de « l'immigration choisie » popularisée par Nicolas Sarkozy à partir de 2006. Selon le parti lepéniste, « le taux de chômage des immigrés est deux fois supérieur à celui des Français. L'immigration de travail est une immigration subie qui pèse lourdement sur les comptes sociaux de la Nation ! L'immigration (…) accentue la crise du logement et de l'emploi [et] coûte à la France 36 milliards d'euros par an » [11]. Sous la houlette de Marine Le Pen, le FN a orchestré un ensemble de campagnes autour du thème « c'est vous qui payez ! », dénonçant l'impact de « l'arrivée massive sur le sol français de centaines de milliers de clandestins [sur] la baisse de vos salaires et du pouvoir d'achat par la présence d'une main d'œuvre à bon marché qui tire les rémunérations vers le bas ».

[11] Le parti a notamment pris pour cible deux dispositifs hautement symboliques : d'une part l'Aide Médicale d'Etat (AME), d'autre part l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA).

**Une société d'ordre et d'autorité**

Aux côtés d'une vision d'un « nous » national culturellement homogène, l'idéologie du Front national accorde depuis toujours une place essentielle aux valeurs constitutives de l'autoritarisme, tel qu'il a été conceptualisé au sortir de la guerre par Adorno [12]. L'intérêt du groupe est considéré comme supérieur aux intérêts individuels, contre toutes les conduites déviantes qui mettraient en péril son intégrité. L'autoritarisme du FN est une idéologie de la sanction. Sous ses aspects politiques, il conduit tout naturellement à une théorie de l'exécutif fort, gardien de l'ordre social.

Avec la lutte contre l'immigration, la sécurité occupe une place essentielle au cœur du dispositif doctrinal du FN. Ces deux questions y sont surtout intimement liées, l'immigration étant désignée comme l'une des causes principales de la criminalité. Le parti lepéniste défend une société d'ordre contre ce qu'il considère être le laxisme des autorités, propose une reprise en main drastique du système judiciaire et pénal, le renforcement des prérogatives des membres de la force publique comme condition d'efficacité d'une répression de la délinquance, et un plus grand rigorisme du dispositif carcéral comme seul moyen véritable de dissuasion et de prévention de l'initiative ou de la récidive criminelles.

Le FN demeure encore aujourd'hui sur une ligne de « tolérance zéro » et conserve un programme répressif de « sanction immédiate » dont l'essentiel a été rappelé en juin 2011 lors du premier colloque du think-tank *Idées & Nation*, créé fin 2010 par Louis Aliot, vice-président du FN. Outre l'expulsion des délinquants étrangers, le parti lepéniste s'engage à assurer la « certitude de la peine », « débarrasser les quartiers des voyous qui font régner la terreur », mettre fin au « sentiment d'impunité » ainsi qu'à la « suspicion qui pèse sur les forces de l'ordre lorsqu'elles font usage de la force, en créant une présomption de légitime défense ». La présidente du FN propose également de permettre « la présence des victimes dans les commissions de libération conditionnelles ».

[12] Cf. T.W. Adorno, E. Frenkel-Brunswik, D. Levinson et R.N. Sanford, *The Authoritarian personality*, New York, Harper & Brothers, 1950.

Dénonçant « une France en insécurité permanente » sous le joug de « la barbarie ordinaire » et des « zones de non-droit », le programme frontiste appelle encore au « renforcement des moyens de la justice et de la police », notamment « une augmentation de 25 % du budget de la justice en cinq ans », la réhabilitation de « peines promptes et incompressibles », « l'abaissement de la majorité pénale à partir de 10 ans » par une « réforme de l'ordonnance de 1945 », la « création de places de prison pour en avoir au moins 90.000 », le « démantèlement des réseaux de banditisme » ou la « fermeture des mosquées sous la coupe d'obédiences intégristes » [13]. Il prône enfin le « rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus graves », véritable pierre angulaire de la politique sécuritaire du mouvement. En novembre 2010, Marine Le Pen prend d'ailleurs une position très claire sur cette question, exigeant de surcroît la peine capitale pour les trafiquants de drogue [14].

Au-delà des questions sécuritaires, l'autoritarisme droitier du Front national adhère plus largement à un ensemble de valeurs morales traditionnelles. Historiquement, ce moralisme ou conventionnalisme a été nourri de l'apport idéologique de la frange catholique traditionaliste de l'extrême-droite française dont certains leaders tel Bernard Antony ont rejoint le mouvement lepéniste au début des années 1980. Longtemps, les valeurs familiales et morales ont représenté un marqueur fort du projet du FN. En 2002, Jean-Marie Le Pen préconisait une politique « nataliste volontariste » contre « l'hiver démographique français ». Il dénonçait violemment ces « barbaries totalitaires du communisme à l'avortement » et s'opposait aux « modèles sociétaux régressifs comme le PACS et l'avortement ». Le candidat du FN exigeait alors purement et simplement « l'abrogation du PACS et des lois sur l'IVG ».

A cet égard, Marine Le Pen a souvent été décrite comme tenante d'une approche générationnelle plus « libertaire » au sein de son mouvement. En septembre 2002, elle avait notamment suscité la controverse auprès de ses troupes en proposant de nuancer la position du FN sur ces questions. En 2007, le programme présidentiel reprend la proposition d'un référendum relatif au « caractère sacré de la vie et l'affirmation du droit de la personne à être

---

[13] Pour Marine Le Pen, « il faut libérer les quartiers des intégristes religieux qui veulent y faire régner une autre loi que la loi française. Il faut libérer les braves gens, les femmes et les entreprises : la laïcité doit être restaurée partout ! » (Discours, 16 juin 2011).

[14] Réagissant à un fait divers à Marseille, Marine Le Pen déclare : « Au pouvoir, le Front national éradiquera le trafic de drogue. Pour cela, il rétablira la peine de mort pour les trafiquants. Il demande qu'elle soit rétablie immédiatement et qu'elle ne soit pas réservée aux enfants des quartiers nord de Marseille » (*Le Figaro*, 20 novembre 2010).

protégée par la loi de sa conception à sa mort naturelle ». S'il s'oppose ouvertement au mariage et à l'adoption par les couples homosexuels, le candidat du FN abandonne toutefois toute référence directe au PACS. En octobre 2010, Marine Le Pen rappelle son scepticisme quant la suppression des lois sur l'avortement mais soutient néanmoins l'idée d'un référendum sur la question : « je pense que la suppression pure et simple de la loi Veil est absolument inapplicable en l'état (…) En revanche lorsqu'à nouveau on aura refait une grande politique nataliste (…) alors il sera temps de faire un référendum sur ce sujet » (*Radio Courtoisie*, 11 octobre 2010).

Ce relatif libéralisme sociétal tient sans doute plus au déplacement des enjeux dans la sphère publique qu'à une véritable rupture en profondeur avec le corps de valeurs traditionnelles chères au FN. Le projet de référendum sur l'avortement constitue à lui seul une indication que l'IVG continue de « faire problème » aux yeux des leaders frontistes. Aujourd'hui, sur la question des droits des homosexuels, la présidente du Front national demeure très largement en phase avec les engagements antérieurs de sa formation politique s'opposant à la fois au mariage et à l'adoption par des couples de même sexe. Interrogée sur la question, Marine Le Pen répond : « une des règles de notre société c'est que le mariage s'effectue entre un homme et une femme. Je ne pense pas qu'il soit positif de changer cette règle parce que si on part de ce principe, on peut aller à la limite très loin dans la modification de notre civilisation (…) A la limite on peut décider la mise en place de la polygamie » (*France Inter*, 14 juin 2011).

L'adhésion à une philosophie national-autoritaire de l'ordre demeure un trait caractéristique du projet politique du Front national. L'autoritarisme social de sa chef de file transparaît dans certaines mesures éducatives récemment dévoilées par le parti lepéniste. Marine Le Pen affirme ainsi vouloir « faire cesser la sous-culture du ghetto à l'école », « rétablir le service miliaire » et « relever toutes les exigences : exigence de discipline, en recrutant de nouveau des surveillants et au besoin au moyen d'une police des collèges et des lycées (….) On privilégiera les cours de maths aux cours de rap (…) Relèvement aussi des exigences dans la transmission des valeurs. J'aimerais qu'on voit dans ces quartiers un peu plus de drapeaux français, qu'on parle dans les salles de classe un peu plus de la France, de la fierté d'être français (…) Les professeurs seront invités à enseigner selon des méthodes classiques et à restaurer dans leur classe l'autorité » (Discours, 16 juin 2011).

**Recouvrer un destin national : la nation contre le mondialisme**

A partir du début des années 1990, le nationalisme du FN a été restructuré par la conjonction de trois phénomènes distincts : d'une part, la prise de conscience par l'opinion publique de la réalité de l'impact de la globalisation économique ; d'autre part, l'accélération du processus d'intégration européenne ; enfin, l'isolement du parti lepéniste comme « troisième force » sans perspective d'alliance notamment avec une droite parlementaire convaincue de la nécessité de maintenir un cordon sanitaire entre elle et l'extrême-droite.

Ces évolutions ont présidé à une reformulation du projet politique du FN et sa tentative d'imposer un nouveau clivage dans l'espace de la compétition partisane. A l'affrontement classique de la gauche et de la droite, le mouvement lepéniste a tenté de substituer progressivement une ligne de fracture verticale plaçant face à face la nation et le « mondialisme » défini comme un projet d'élites « cosmopolites » et « mondialisées » de destruction systématique des identités nationales protectrices des individus. En 2002, le programme présidentiel de Jean-Marie Le Pen, intitulé *Pour un avenir français*, posait clairement les termes de cette nouvelle opposition : « Dans l'ordre de la nature, la Patrie, cité terrestre des hommes, est à la fois lieu d'enracinement – patria, la terre des pères – et cadre de vertus valables quels que soient le lieu ou l'époque. Elle est l'alternative à l'uniformité réductrice du mondialisme ». Marine Le Pen ne dit pas autre chose lorsqu'elle explique que « le vrai clivage aujourd'hui c'est celui qui oppose la nation à la mondialisation. Ce sera l'alternative idéologique fondamentale qui sera proposée aux Français lors de l'élection présidentielle. Nous, nous croyons que la nation est le cadre naturel de l'homme, l'échelon le plus protecteur. Les mondialistes veulent soumettre nos pays et nos économies à la normalisation au sens soviétique du terme, un reformatage pour les adapter aux impératifs d'un modèle ultralibéralisé » (Discours, 12 mars 2011).

Cette volonté de résistance au « mondialisme » a depuis longtemps conduit le FN au rejet de l'intégration européenne, contre « l'Europe de Maastricht, cheval de Troie de la mondialisation » [15]. Contre la « bureaucratie bruxelloise », le parti se prononce pour une

[15] Jean-Marie Le Pen n'a jamais eu de mots assez sévères à l'encontre de « Maastricht, ce cadavre qui empeste » (*Le Monde*, 28 septembre 1993), « véritable crime contre la France » prémédité par les « eurofédérastes » et les « banquiers apatrides » (*Le Monde*, 3-4 mai 1992).

« Europe des nations et des patries ». Déjà en 2002, le FN entendait dénoncer pêle-mêle les traités de Maastricht, Schengen et Amsterdam, supprimer la Commission de Bruxelles et organiser un référendum populaire sur la sortie de la zone Euro. En 2007, Jean-Marie Le Pen continue de pourfendre « l'Europe de Bruxelles, hydre tentaculaire », mais se contente de suggérer « une tournée des capitales européennes pour proposer à nos partenaires européens une renégociation radicale des traités dans le sens d'une Europe d'États souverains » complétée, le cas échéant, par un référendum national.

Dans les mois qui suivent la crise financière de 2008, le FN intensifie sa politique de démarcation et durcit ses diatribes à l'encontre de l'Union européenne et d'une monnaie unique vilipendée comme « monnaie d'occupation ». Le repli national est décrit comme la seule alternative possible. Face à l'abandon et l'impuissance supposés d'élites traditionnelles « soumises à la finance internationale », le FN fait l'éloge de la volonté, de la souveraineté et du changement. En avril 2010, le parti de Jean-Marie Le Pen dévoile un plan en 12 points de « sortie de la zone Euro » et de retour au Franc. Il propose parallèlement de s'émanciper du « carcan idéologique et politique du mondialisme » en sortant du « dogme mortifère » du FMI et de retrouver « la maîtrise des frontières nationales » par « une sortie de l'espace Schengen »[16]. En cela, le FN occupe incontestablement à l'heure actuelle l'une des positions de repli nationaliste les plus extrêmes au sein de la galaxie des formations de droite populiste radicale en Europe occidentale.

En pleine crise de la monnaie européenne, et dans le contexte des plans de sauvetage de plusieurs pays de la zone Euro, le FN enfourche à nouveau son cheval de bataille et, à l'instar de plusieurs mouvements populistes européens tels le PVV néerlandais ou les Vrais Finnois, défend un chauvinisme de la dette publique. Face aux initiatives franco-allemandes de l'été 2011, la présidente du Front national se veut très critique : « Ce sommet, dit-elle, n'a qu'un seul but : déterminer comment la France et l'Allemagne se partagent le fardeau de la crise de l'euro (…) En panne sèche de croissance, la France et l'Allemagne préparent ainsi leur propre surendettement, c'est irresponsable (…) [Il faut] cesser les inutiles plans de renflouement des pays victimes de l'euro : plus un centime ne doit quitter la France » (Communiqué, 16 août 2011).

---

[16] Pour Marine Le Pen, « Schengen est un échec qui menace gravement les intérêts français et la seule position raisonnable est de négocier la sortie de l'espace Schengen, au plus vite » (Communiqué, 24 avril 2011).

Le rejet du « mondialisme » par le mouvement lepéniste se traduit enfin plus largement dans le domaine de la politique étrangère et, notamment, dans la persistance d'une attitude ouvertement antiaméricaine. L'antiaméricanisme du Front national s'était déjà exprimé en 1990-1991, lors de la guerre du Golfe, avec le soutien public apporté par Jean-Marie Le Pen à Saddam Hussein et la visite très remarquée du premier au second. L'intervention de l'Otan au Kosovo, en 1999, avait également fourni à l'extrême droite une nouvelle opportunité d'attaquer de front la « domination » américaine [17].

Début 2003, Jean-Marie Le Pen s'opposait avec véhémence à l'intervention américaine en Irak et dénonçait une « guerre de l'arrogance et de la prédation ». En 2007, le programme présidentiel de Jean-Marie Le Pen exige la « sortie de l'OTAN ». A son arrivée à la tête du parti, Marine Le Pen s'inscrit dans une même critique de la domination américaine. Pour elle, « le monstre européiste n'est rien de moins qu'un conglomérat sous protectorat américain, l'antichambre d'un Etat total, global, mondial » (discours au congrès de Tours). Quelques jours auparavant, elle s'était prononcée en faveur d'un retrait des troupes françaises d'Afghanistan, rappelant la ligne du FN de refuser tout « suivisme à l'égard des Américains » (*Marianne*, 9 janvier 2011). En août 2011, la présidente du Front National dit « s'incliner devant ces martyrs qui, malheureusement, meurent ou souffrent pour une cause qui n'est pas la cause de la France. C'est la cause de la vanité de Nicolas Sarkozy, la cause de la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf » (Communiqué, 8 août 2011).

**Populisme protestataire**

Le populisme constitue un dernier marqueur fort de l'idéologie frontiste et, plus largement, de cette famille de droite radicale qui occupe aujourd'hui une place centrale sur l'échiquier politique européen. Evoquer ici la dimension populiste du discours FN nécessite sans doute de rappeler que le populisme va au-delà de la seule démagogie ou du simplisme. Comme le rappelle notamment Mudde, le populisme construit une vision de la société opposant deux

[17] Jean-Marie Le Pen s'était indigné : « le spectacle de l'Europe (et de la France!) à la botte de Clinton dans cette guerre de lâches et de barbares moralisants est écœurant, ignoble, insupportable » (*National hebdo*, 22 avril 1999).

groupes antagonistes homogènes –le peuple, d'un côté, les élites corrompues de l'autre [18]. La politique est conçue comme l'expression de la volonté populaire contre une démocratie dévoyée par des élites déconnectées des aspirations véritables du peuple. L'appel au « bon sens » populaire participe notamment de ce processus de délégitimation constante des élites et de minoration des mécanismes fonctionnels de la démocratie représentative.

Cette définition dessine les contours d'une conception du champ politique dominante dans la pensée lepéniste. Depuis toujours, le projet frontiste s'est construit sur la revendication première d'incarner la volonté réelle du peuple contre les élites. L'imagerie politique du FN au travers de slogans tel que « Marine Le Pen, la voix du peuple, l'esprit de la France » continue de faire prévaloir cette ambition, jusqu'à revendiquer habilement l'étiquette populiste : « si le populisme, explique la présidente du Front national, c'est, comme je le crois, défendre le peuple contre les élites, défendre les oubliés contre l'élite qui est en train de leur serrer la gorge, oui, alors, dans ces cas-là, moi, je suis populiste » (*France 2*, 10 décembre 2010).

Traditionnellement, le FN s'est toujours prononcé pour le recours à la voie référendaire et la création d'un référendum d'initiative populaire. Depuis plusieurs années, l'expérience suisse de votations anti-minarets ou d'expulsion des délinquants étrangers est regardée comme un modèle exemplaire. « A travers ce vote, explique-t-on au FN, le peuple suisse a montré qu'il est libre, attaché à son identité, à la prospérité et à la paix civile. Il a une nouvelle fois pris à rebours ses élites, qui appelaient toutes à rejeter ce texte (…) Par ce comportement indigne, ces « élites » montrent une nouvelle fois le peu de considération qu'elles ont pour la démocratie, et leur déconnexion totale avec les vrais problèmes des gens (…) Marine Le Pen se réjouit du vote des Suisses, qui correspond à ce que propose le Front National pour la France. Elle appelle les élites dirigeantes à cesser de mépriser la démocratie. Il faut au contraire utiliser en France beaucoup plus souvent le référendum, l'instrument le plus démocratique qui soit » (Communiqué, 28 novembre 2010).

[18] C. Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, p.23.

Dans l'imagerie politique frontiste, la « classe politique » est représentée comme un ensemble indifférencié où droite et gauche sont rejetées dans un même carcan de responsabilité. L'adversaire politique n'est pas un camp en particulier mais bien l'intégralité du « système ». Les révélations sur les affaires politico-financières ou, dans une période plus récente, les conflits d'intérêts donnent force à la rhétorique anti-*establishment* et la dénonciation récurrente par le FN de l'effondrement moral des élites traditionnelles. Les attaques contre la « bande des quatre » (RPR, UDF, PS, PC) ont toujours été au cœur de l'argumentation anti-partis du FN. Les périodes de cohabitation ont longtemps alimenté les diatribes lepénistes sur la collusion des élites. L'isolement politique du FN à partir du début des années 1990 a conforté un positionnement de force indépendante, dont une forme aboutie s'exprimera dans le slogan « ni droite, ni gauche, Français! » de 1997. Lors de la présidentielle de 2002, Jean-Marie Le Pen s'installe un peu plus encore dans son rôle de « troisième homme » et décoche ses flèches aux candidats « Josrac et Chipin ».

A travers ses attaques récurrentes de la « caste UMPS », la nouvelle présidente du FN ne rompt pas fondamentalement avec cette stratégie d'opposition frontale et rejette notamment l'idée d'une alliance avec le parti présidentiel : « en réalité, explique-t-elle, l'UMP et le PS c'est le même *global* parti (…) ils font la même politique ultralibérale (…) Je ne veux pas qu'on me force à faire alliance avec des partis dont un certain nombre de responsables sont des corrompus, qui mènent une politique nuisible pour les Français depuis 30 ans » (*Europe 1*, 22 mars 2011).

**Un populisme économique et social ?**

A cette construction d'un espace politique binaire opposant peuple et élite fait écho une forme analogue d'appréhension des enjeux socio-économiques, au travers de ce qu'il convient de définir comme un populisme économique et social. Retrouvant les accents du nationalisme des « petits » cher à Barrès, le FN veut s'adresser à cette France d'en-bas, à tous les perdants de la globalisation, tous ceux qui se sentent aujourd'hui menacés de déclassement par la compétition et l'ouverture internationales. Marine Le Pen voit dans la crise financière « la faillite d'une idéologie. Cette idéologie, ajoute-t-elle, c'est celle de l'ultra-libéralisme, du libre échange total, de la soumission de l'homme à l'économie, du court-termisme, de la recherche

hystérique du profit maximum, de l'abandon du bon sens et de l'économie réelle au bénéfice exclusif d'une économie virtuelle aux mains d'une hyper-classe et au détriment des peuples » (Conférence de presse, 11 août 2011).

Outre la sortie de l'Euro, le projet économique du mouvement lepéniste fait de la mondialisation un thème essentiel et formalise un antagonisme entre « gros » et « petits ». Aux puissants – politiques, commission européenne, financiers, marchés, entreprises du CAC 40, super riches, patrons voyous, grande distribution, etc. – le Front national oppose systématiquement ouvriers, agriculteurs, petits commerçants et artisans, mais aussi fonctionnaires ou employés, témoignant ainsi de son ambition d'élargir son assise populaire au-delà de son électorat cœur-de-cible.

Sous l'égide de Marine Le Pen, s'est progressivement élaboré depuis 2007 un discours économique et social plus à gauche, viscéralement opposé au libéralisme économique, plus étatiste et interventionniste. A l'origine, le Front national avait, on s'en souvient, adhéré aux thèses libérales très en vogue dans les années 1980, en particulier la dénonciation du trop d'Etat ou de l'impôt. La prolétarisation de son électorat avait toutefois progressivement conduit le parti à négocier un virage idéologique, à la recherche d'une « troisième voie » entre libéralisme et socialisme, mâtinée de protectionnisme économique contre le « mondialisme » [19]. Dans les faits, les questions économiques ont en réalité longtemps occupé une place relativement secondaire dans l'idéologie et la communication du parti. Jusqu'à présent, le programme économique du FN s'est apparenté à un mélange hétéroclite de mesures d'inspiration libérale et d'affirmation de préoccupations sociales, résumé en 2002 par la formule lepéniste : « Socialement, je suis de gauche, économiquement de droite et nationalement, je suis de France ».

Pour partie, cette ambiguïté a longtemps correspondu à la nature hétérogène d'un électorat lepéniste reposant à la fois sur des catégories populaires sensibles aux thèmes de la protection sociale, et une petite bourgeoisie (artisans, commerçants, petits entrepreneurs ou agriculteurs) séduite, elle, par la rhétorique antifiscale et antibureaucratique [20]. En 2007, le programme

---

[19] Voir à ce sujet J.-P. Roy, « Le programme économique et social du Front national en France » in P. Delwit, J.-M. de Waele, A. Rea (eds) *L'extrême-droite en France et en Belgique*, Bruxelles, Editions Complexe, 1998, pp.85-100.

[20] Cf. les travaux de P. Perrineau, *Le symptôme Le Pen : radiographie des électeurs du Front national*, Fayard, Paris, 1998.

présidentiel de Jean-Marie Le Pen révèle encore certaines difficultés à formuler un projet cohérent. Le FN y dénonce « l'étatisme », « le fiscalisme » et le « réglementarisme » qui « asphyxient l'entreprise française et la liberté d'entreprendre ». Il propose notamment un ensemble de réductions d'impôts et charges pesant sur les particuliers et les PME. Le parti défend en outre un train de mesures très clairement ancrées à droite : renégociation des 35 heures par branche, réforme de la loi SRU, simplification du code du travail, fin des « monopoles syndicaux », plafonnement des dépenses publiques à 35 % du PIB, réduction des postes administratifs dans l'Education nationale, autonomie des universités, service minimum, abrogation « des privilèges de la fonction publique » et non-remplacement d'une partie des départs en retraite.

Parallèlement, il continue de pourfendre « le libre-échangisme et les effets négatifs du capitalisme spéculatif et financier ». Face à « l'ultralibéralisme », le FN prône le retour à un « protectionnisme ciblé » : réforme du fonctionnement de l'OMC, minorité de blocage dans toutes les entreprises publiques ou privées d'intérêt stratégique, rétablissement de la préférence communautaire, quotas d'importations, barrières douanières modulables, « francisation » (nationalisation temporaire) des entreprises, suppression de 50 % des subventions d'État aux entreprises ou remboursement des aides publiques pour les entreprises qui délocalisent. Au plan national, il entend former les conditions d'une augmentation du pouvoir d'achat. Sur fond de préférence nationale dans l'attribution des prestations sociales aux seuls Français, le FN propose la revalorisation des retraites, un revenu parental, des prêts aux familles et aux étudiants, le relèvement du plafond des bourses d'études ainsi que l'augmentation des bas salaires.

A l'accentuation du discours antilibéral contre le « mondialisme » vient à présent s'ajouter l'injonction d'un retour au rôle de l'Etat stratège planificateur ainsi qu'un volonté affirmée de défense des services publics. Cette revendication du social par le FN n'est certes pas nouvelle [21], mais elle paraît désormais devoir occuper une place centrale dans le marketing politique du parti. Dans son discours d'intronisation de janvier 2011, la nouvelle présidente du FN explique ainsi : « Répétons-le, la clé c'est l'Etat. Il faut retrouver l'Etat en le remettant au service du peuple et pour cela en chasser les coucous qui en ont fait la courroie de

[21] Souvenons-nous de l'appel direct aux travailleurs lancé en mai 1996 sur le thème « le social, c'est le Front national » (*Le Monde*, 3 mai 1996).

transmission des volontés des multinationales et de l'hyper classe mondiale (…) des marchés financiers, des milliardaires qui détricotent notre industrie et jettent des millions d'hommes et de femmes de notre pays dans le chômage, la précarité et la misère ».

Le thème du recours à l'Etat dans le discours du FN marque incontestablement une rupture avec la conception traditionnelle du parti d'un Etat minimum limité aux fonctions régaliennes. Cette évolution quasi-colbertiste traduit un déplacement à gauche du curseur idéologique du mouvement lepéniste. En février 2011, Marine Le Pen réplique à Laurence Parisot, présidente du Medef : « Le projet du Front National s'inscrit en rupture totale avec les dogmes ultralibéraux qui guident toute la pensée du Medef, et de ses relais politiques UMP et PS (…) qui consiste à mettre nos travailleurs en concurrence déloyale avec le monde entier, à nous enfermer dans le carcan européen, et à priver notre pays d'une arme utilisée par 95% des pays du monde : la monnaie » (communiqué 13 février 2011). Ainsi, en mars 2011, la présidente du FN s'oppose-t-elle encore au projet de réforme de l'ISF par le gouvernement ou critique-t-elle les « super-profits du CAC40 » en préconisant, notamment, « une surtaxe exceptionnelle sur les profits des grands groupes pétroliers et gaziers » (conférence de presse, 17 mars 2011).

L'ébauche de projet économique présentée par le parti en avril 2011 prétend ainsi « opérer une redistribution des richesses françaises en faveur des « victimes de la mondialisation » que les élites politiques et économiques n'ont jamais acceptée ». Le FN annonce également un retour de l'état dans l'actionnariat de grandes entreprises stratégiques de service public, une lutte contre la spéculation internationale, la régulation du secteur bancaire, y compris une nationalisation provisoire d'établissements financiers en difficulté, la mise en place d'un « Small Business Act » à la française ou le rétablissement de l'échelle mobile des salaires. Le parti lepéniste reprend à son compte l'idée d'un impôt modulable sur les sociétés en fonction de l'utilisation faite des bénéfices, la lutte contre l'optimisation fiscale des grands groupes du CAC 40, l'éradication des paradis fiscaux ou la création d'un impôt allégé pour les TPE et PME. Il s'oppose en revanche à la politique de réduction du nombre de fonctionnaires initiée en 2007 par le gouvernement et entend réaliser d'importantes économies budgétaires en luttant contre l'immigration, la fraude sociale, les « ratés de la décentralisation », les « niches fiscales dont bénéficient les très grandes entreprises » ou en réduisant la contribution de la France à l'Union européenne.

**Conclusion**

A quelques mois de l'élection présidentielle de 2012, le Front national s'efforce indéniablement de présenter un nouveau visage de respectabilité, de sérieux et de crédibilité. La personnalité de sa présidente constitue en la matière un facteur positif et participe de l'évolution cosmétique et comportementale voulue par sa nouvelle équipe dirigeante. Sur l'essentiel, cependant, l'idéologie du FN continue de reposer sur les piliers fondateurs du national-populisme autoritaire. Ni le vernis républicain-laïc, ni la revendication de modernité sur certaines questions de société, ne permettent en l'état de conclure à une prise de distance fondamentale avec la vision du monde véhiculée depuis près de quatre décennies par le mouvement de Jean-Marie Le Pen. Ce dernier n'a nullement rompu avec ses politiques arbitraires et discriminatoires, dont certaines –peine de mort, préférence nationale ou interdiction du regroupement familial notamment– entreraient en totale contradiction avec les engagements internationaux de la France.

En termes typologiques, l'accentuation depuis plusieurs années d'un discours antilibéral, anticapitaliste et protectionniste invite sans doute à réinterroger la nature du phénomène frontiste. Longtemps, le Front national a représenté un quasi-idéal type de la « nouvelle droite radicale » définie par Kitschelt, mixant libéralisme économique, conservatisme social et opposition à l'immigration et au multiculturalisme, cette « formule gagnante » lui permettant d'opérer une synthèse électorale interclassiste dont on a rappelé plus haut la spécificité.

A partir des années 1990, de nombreux auteurs ont remis en question cette classification, arguant de l'abandon par le FN de son référentiel libéral originel [22]. A la lumière des évolutions récentes, la formation lepéniste paraît s'approcher un peu plus encore aujourd'hui du modèle de parti *Welfare Chauvinist* également décrit par Kitschelt, dont la stratégie électorale combine redistribution économique, autoritarisme et xénophobie. A l'origine, Kitschelt voyait dans ce positionnement une stratégie perdante car trop dépendante des seules classes populaires. En 2007, l'échec de Jean-Marie Le Pen et le recentrage de son soutien électoral sur le monde ouvrier ont validé cette analyse. Sur fond de crise financière

[22] Cf. notamment J. Rydgren, « Is extreme right-wing populism contagious? Explaining the emergence of a new party family », *European Journal of Political Research*, vol. 44, n° 3, 2005, p. 413-437; C. Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*.

internationale, de contraintes budgétaires et de menaces sur l'euro, le FN semble toutefois vouloir faire le pari qu'une telle stratégie puisse à présent être en mesure d'élargir son audience à des classes moyennes en perte de repères, fragilisées et inquiètes de leur déclassement.

Trois interrogations demeurent encore en suspend. D'une part, la question cruciale de l'espace politique d'un Front national déradicalisé, quasi-technocratisé, devenu force de proposition et non plus simple réceptacle de toutes les insatisfactions. La banalisation peut s'avérer une arme à double tranchant : en s'éloignant du registre de la protestation radicale contre le système, le FN risque de s'aliéner une partie de son électorat qui trouve surtout dans la formation lepéniste l'opportunité d'exprimer son mécontentement à l'adresse des partis traditionnels. En second lieu, en faisant de la sortie de l'Euro la pierre angulaire de son projet économique et social, le FN demeure fortement isolé sur la scène politique hexagonale et, au-delà, européenne, avec pour seul horizon l'espoir incertain d'une implosion de la monnaie unique. Enfin, la préemption du parti par le clan mariniste s'est faite sur la promesse de victoires électorales éclatantes, imposant *de facto* le silence à la garde orthodoxe réunie sous la bannière de Bruno Gollnisch. Un éventuel échec de Marine Le Pen à bousculer véritablement le jeu présidentiel en 2012 aurait sans nul doute des répercussions sur le fragile équilibre des tendances qui, pour l'heure, coexistent au sein du parti.

***